

de l'Office central de répartition des produits industriels, sauf pour les produits pouvant servir à l'alimentation humaine ou à l'alimentation des animaux et des plantes.

La répartition de ces derniers produits fera éventuellement l'objet de décisions des secrétaires d'Etat intéressés.

Art. 9. — Les membres du comité, de la commission consultative et leurs collaborateurs sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.

Art. 10. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment les décrets du 17 juillet 1941 ayant créé la commission générale des carburants de remplacement, le comité d'organisation des carburants synthétiques et le comité d'organisation des combustibles solides pour gazogènes, auxquels est subrogé le comité d'organisation des carburants et lubrifiants de remplacement dans la totalité de leurs droits et de leurs obligations aussi bien vis-à-vis de l'Etat que des organismes publics et privés et des particuliers.

Art. 11. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Vichy, le 29 décembre 1942.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement:

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'agriculture et au ravitaillement,
MAX BONNATOUX.

Le ministre secrétaire d'Etat à la production
industrielle et aux communications,
JEAN BACHELONNE.

Port de Caen.

Par arrêté en date du 3 décembre 1942, le paragraphe « Péages acquittés par les exportateurs et les importateurs » de l'article 2 du décret du 16 septembre 1921 fixant les péages perçus au port de Caen-Oulstreham, au profit de la chambre de commerce de Caen, et modifié par les décrets des 21 décembre 1940 et 17 avril 1940, est complété par l'alinéa suivant:

« Quelles qu'en soient l'origine ou la destination, les colis postaux sont exonérés de toutes taxes de péage ».

Port de Trouville-Deauville.

Par arrêté en date du 3 décembre 1942, le paragraphe II de l'article 1^{er} du décret du 24 juin 1927 fixant les péages perçus au port de Trouville-Deauville, au profit de la chambre de commerce de Honfleur, et modifié par l'arrêté du 10 mai 1935, est complété par l'alinéa suivant:

« Quelles qu'en soient l'origine ou la destination, les colis postaux sont exonérés de toutes taxes de péage ».

Port de Honfleur.

Par arrêté en date du 3 décembre 1942, le paragraphe C de l'article 2 du décret du 27 décembre 1934 fixant les péages perçus au port de Honfleur au profit de la chambre de commerce de cette ville, et modifié par l'arrêté du 29 septembre 1941, est complété par l'alinéa suivant:

« Quelles qu'en soient l'origine ou la destination, les colis postaux sont exonérés de toutes taxes de péage ».

Homologation de normes.

Le ministre de la production industrielle et des communications,

Vu la loi du 21 mai 1931 relative à la normalisation;

Vu le décret du même jour fixant le statut de la normalisation et notamment l'article 12 qui précise que l'homologation des projets de normes est prononcée par le ministre responsable;

Sur propositions du commissaire à la normalisation,

Arrête:

Article unique. — Est homologuée, à la date du 30 novembre 1942, la norme française suivante relative à l'industrie textile:

NF G. — 40-01. — Peignes de lissage: finesse métriques normales.

Fait à Paris, le 11 décembre 1942.

JEAN BACHELONNE.

Le ministre de la production industrielle et des communications,

Vu la loi du 21 mai 1931 relative à la normalisation;

Vu le décret du même jour fixant le statut de la normalisation et notamment l'article 12 qui précise que l'homologation des projets de normes est prononcée par le ministre responsable;

Sur propositions du commissaire à la normalisation,

Arrête:

Article unique. — Sont homologuées, à la date du 30 novembre 1942, les sept normes françaises suivantes relatives aux chemins de fer:

BNCF 00-2611. — Paumelles pour matériel de chemin de fer.

BNCF 20-9902. — Caractères normaux pour inscriptions peintes sur véhicules ferroviaires: chiffres et lettres majuscules.

BNCF 20-9903. — Caractères normaux pour inscriptions peintes sur véhicules ferroviaires: lettres minuscules.

BNCF 20-9905. — Caractères pour plaques modèles, numérotage des locomotives et tenders.

BNCF 21-3020. — Chaudières: bagues filetées pour trous d'entretoises agrandis.

BNCF 51-71000. — Tours métalliques démontables: caractéristiques.

BNCF 1.74001. — Tours métalliques démontables: choix des tours; abaque.

Fait à Paris, le 11 décembre 1942.

JEAN BACHELONNE.

Le ministre de la production industrielle et des communications,

Vu la loi du 21 mai 1931 relative à la normalisation;

Vu le décret du même jour fixant le statut de la normalisation et notamment l'article 12 qui précise que l'homologation des projets de normes est prononcée par le ministre responsable;

Sur propositions du commissaire à la normalisation,

Arrête:

Article unique. — Sont homologuées, à la date du 30 novembre 1942, les deux normes françaises relatives à l'horlogerie:

CNM 20015. — Platines et pièces d'habillage: matériaux de substitution.

CNM 10016. — Rouages: matériaux de substitution.

Fait à Paris, le 11 décembre 1942.

JEAN BACHELONNE.

Fabrications chimiques.

Par arrêté en date du 23 décembre 1942, ont été admis provisoirement dans le cadre des agents des fabrications chimiques, à compter du 1^{er} janvier 1943:

Avec le grade d'agent de 3^e classe.

MM. Moncel (Paul) et Gresillier (Roger-Emile).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 3567 du 27 décembre 1942 portant suppression d'une école nationale de cadres de la jeunesse.

Le chef du Gouvernement,

Vu l'acte constitutionnel n° 12;

Vu la loi du 5 décembre 1930 portant organisation des services extérieurs du secrétariat général de la jeunesse;

Vu la loi du 7 décembre 1930 portant création d'écoles nationales de cadres de la jeunesse, modifiée par la loi du 11 août 1941;

Vu le décret du 11 août 1941 fixant l'organisation des écoles nationales de cadres de la jeunesse;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,

Décrète:

Art. 1^{er}. — L'école nationale de cadres d'Uriage est supprimée à compter du 1^{er} janvier 1943. Un décret fixera le siège et les conditions de fonctionnement de l'école nationale de cadres destinée à la remplacer.

Art. 2. — La situation du personnel de l'école d'Uriage appartenant aux cadres des fonctionnaires titulaires du ministère de l'éducation nationale sera réglée par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale.

Les personnels de l'école d'Uriage provenant d'autres administrations et nommés à titre provisoire dans les cadres du secrétariat général de la jeunesse seront remis à la disposition de leurs administrations d'origine.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 4. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Vichy, le 27 décembre 1942.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement:

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale,
ABEL BONNARD.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA GUERRE

Décret n° 3562 du 11 décembre 1942 portant attribution de la médaille militaire.

Par décret en date du 11 décembre 1942, rendu sur la proposition du général de corps d'armée, secrétaire d'Etat à la guerre, vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur, portant que la concession du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vi-